



céder à quelque pression externe que ce soit. Leur action porte en premier lieu sur la fixation des taux d'intérêt à très court terme (dits « directeurs ») du marché monétaire<sup>3</sup>. Les décisions qu'ils prennent concernant le niveau de ces taux, répercutées par les banques, déterminent les conditions de financement de l'économie française et sont immédiatement interprétées sur les marchés financiers comme des indications au sujet des orientations de l'institut d'émission. Selon leur opportunité et leur nature, elles peuvent contribuer au ralentissement de la production ou au contraire favoriser une relance conjoncturelle. En fonction des données de l'environnement international, elles peuvent susciter des comportements de fuite ou au contraire provoquer l'entrée massive sur les marchés financiers français d'institutions orientées vers des profits à court terme (comme les fonds de pension). Elles peuvent également avoir pour effet une baisse du cours de la monnaie nationale sur le marché des changes et susciter des désordres internationaux plus ou moins prononcés. Enfin, elles ont des conséquences sociales et politiques très directes et sont soumises au regard constant des journalistes. Dans le nouveau contexte créé par l'« indépendance », ce dernier enjeu est même devenu une composante décisive de l'action des banquiers centraux, qui est toujours, au point pour une part, une action « symbolique ».

Les décisions apparemment « techniques » des banquiers centraux nécessitent une forme de compétence particulière, qui consiste à la fois à interpréter le contexte conjoncturel national et international et ses tendances les plus récentes, à anticiper les réactions des opérateurs privés et publics, à percevoir les effets sociaux et politiques des mesures annoncées et être capable de les défendre

---

<sup>3</sup> Pour une analyse récente des conditions de la politique monétaire et un plaidoyer *pro domo* par des économistes de la Banque de France, voir Cailleteau et Grunspan, 1998.

(oralement et par écrit) devant les médias, les parlementaires ou les responsables politiques. Cette compétence n'est pas réductible à la maîtrise purement « technique » de données exogènes dont découleraient naturellement les choix monétaires : c'est une compétence sociale qui suppose une certaine connaissance pratique du jeu médiatique, l'aptitude à manipuler et à interpréter de façon appropriée le discours public, la capacité à tirer partie d'une gamme large et variée d'informations plus ou moins techniques sur le contexte économique. Elle suppose l'immersion dans des réseaux de relations interpersonnelles, dans différents secteurs (économiques, politiques, administratifs) et dans différents espaces (national, européen, mondial). Comme l'ont établi, contre la théorie économique dominante, de nombreux travaux de sociologie économique<sup>4</sup>, les réseaux sont en effet une composante essentielle du fonctionnement ordinaire de l'économie, qu'il s'agisse de l'organisation des marchés ou encore de la gestion des entreprises et des administrations. Granovetter a pu ainsi opposer aux « liens forts » (tels que l'amitié) des « liens faibles » (comme les connaissances de collège), ces derniers apparaissant plus efficaces pour obtenir un emploi sur le marché du travail. Etudiant les réseaux de pouvoir, divers auteurs ont ainsi pu mettre en évidence leur rôle dans la domination d'une petite élite sociale qui reproduit grâce à eux son emprise sur différents secteurs interconnectés<sup>5</sup>.

Mais si l'on admet que le « lien » entre les personnes est une donnée décisive du fonctionnement d'une organisation économique, encore faut-il préciser ce qu'on doit entendre par là : car pour certains utilisateurs des méthodes de *network analysis*, la tentation est grande de réduire les individus à des monades insérées dans des structures définies à partir d'une notion de

---

<sup>4</sup> Pour une synthèse, voir Powell and Smith-Doerr, 1994.

<sup>5</sup> Par exemple, Useem, 1984.

lien très réductrice. Ainsi que le note White, ces méthodes fournissent souvent des « misleading overtones of nodes being monads and of ties as lines in physical space with Cartesian dimensionality »<sup>6</sup>. Le lien entre deux agents sociaux ne renvoie pas à une simple ligne entre deux monades, mais à un système de relations dynamiques entre deux trajectoires dans des espaces sociaux multidimensionnels<sup>7</sup> qui déterminent elles-mêmes des relations d'affinités entre *habitus*. Ces relations fondent des systèmes d'échanges de ressources très diverses (informations, opportunités, biens et services), conditionnés en premier lieu par les contextes dans lesquels évoluent les agents liés, les pentes de leur trajectoire, leurs anticipations économiques et sociales communes. Les échanges qui font des « relations » un capital social renvoient aux différentes autres espèces de capital détenues par les participants à l'échange, accumulées durant leurs trajectoires au sein de différents espaces sociaux, et donc aux proximités de goûts, de visions du monde, et de stratégies qui leur sont associées. Le détour par l'analyse de la trajectoire des agents économiques ne vise donc pas seulement à faire apparaître les formes concrètes à travers lesquelles se produit et se reproduit une forme particulière de compétence qu'a tendance à laisser de côté la théorie économique orthodoxe. Il permet aussi de dépasser la conception dominante du rôle des réseaux dans la vie économique en réintroduisant dans l'analyse les dispositions sociales incorporées<sup>8</sup>, qui sont au principe de la production et de la reproduction simultanée du capital social et du capital symbolique qui lui est associé.

## Un « lien fort »

Il serait tentant de ne voir dans les liens existant, avant même leur nomination, entre certains membres du conseil de la politique monétaire qu'une illustration de la force des réseaux dans un pays qui affiche toujours une idéologie méritocratique sans cesse démentie par la logique réelle des carrières. Fondée sur la critique du « piston » à tous les niveaux de la société française (de la recherche d'emploi jusqu'à l'accès à des ressources très rares telles que le pouvoir financier), la dénonciation des classes dirigeantes se nourrit en effet de l'image d'une *collusion* entre des intérêts publiquement distincts<sup>9</sup>, ou de celle de carrières « démocratiques » qui doivent en réalité toujours plus à la *cooptation* (par une petite minorité d'*insiders*) qu'à l'*élection* (par le plus grand nombre des citoyens) ou au *concours* (anonyme et impartial)<sup>10</sup>. Le succès d'une rubrique comme « La mare aux canards » du *Canard Enchaîné* témoigne sans doute lui aussi de cette forme de jubilation relativement courante consistant à décoder les faux semblants de l'avant-scène (l'image publique médiatique) grâce à la connaissance d'une coulisse faite d'interactions prosaïques et de liens affectifs (amitié, amour, haine, jalousie, etc.). Dans cette arrière-scène, la métaphore familiale<sup>11</sup> fournit le paradigme du « lien fort ». Pour surmonter les limites de cette vision critique spontanée, il faut à la fois prendre acte de la place du capital social, donc des réseaux, dans l'accès aux positions dominantes, et ne pas la dissocier des formes de compétences sociales très spécifiques qui caractérisent les agents économiques

<sup>6</sup> White, 1992, p.65 et *sq.*

<sup>7</sup> En s'appuyant sur les méthodes d'analyse géométrique des données, on vise précisément à faire surgir le « niveau » pertinent d'appréhension de la réalité sociale qui est à chercher dans la structure des relations entre les propriétés des agents.

<sup>8</sup> Bourdieu, 1997b, 48-66.

<sup>9</sup> C'est par exemple le cas dans le film *Pas vu pas pris* de Pierre Carles, où le tutoiement entre un journaliste célèbre et un dirigeant politique révèle un lien caché, mettant en péril toute la rhétorique de l'indépendance journalistique et, finalement, l'ensemble de l'institution qu'elle vise à légitimer.

<sup>10</sup> Voir par exemple, Boltanski, 1973.

<sup>11</sup> Lenoir, 1998.

dominants. L'exemple du conseil de la politique monétaire, secteur hautement valorisé de l'administration financière qui semble à l'abri du jeu des réseaux, offre un cas exemplaire pour faire apparaître la relation existant entre le capital social et un certain type de capital symbolique.

Michel Albert, président des Assurances Générales de France, et Jean Boissonnat, directeur des rédactions du groupe *Expansion*, sont parmi les six nouveaux membres du conseil de la politique monétaire de la Banque de France désignés en janvier 1994. Souvent associées par les commentateurs à cause de leurs parcours « similaires », connues comme deux « proches », ces deux personnalités méritent une toute autre attention que les clins d'œil anecdotiques des biographes de circonstance qui ont accueilli leur nomination simultanée. Cette similitude et cette proximité apparentes justifient pourtant que l'on s'intéresse plus particulièrement à eux pour tenter de rendre compte des mécanismes à la fois impersonnels et intrinsèquement dépendants des personnes qui sous-tendent le type de capital symbolique, associé à la « compétence économique », leur ayant permis d'accéder à cette forme instituée de compétence qu'est l'appartenance au CPM. A travers l'analyse d'une relation singulière entre deux trajectoires, il s'agit de montrer que la « force des liens » et ses effets sont toujours moins fondées dans les liens eux-mêmes que dans la relation structurale entre les propriétés sociales des agents liés, qui détermine dans chaque cas la nature et les caractéristiques de leurs liens et, en particulier, leur « force ». C'est en donnant à la notion de « proximité » (et donc à celle de « distance »<sup>12</sup>) toute sa signification sociologique que l'on peut

---

<sup>12</sup> Ce travail participe à une réflexion, plus large, sur la notion de « distance » au sein d'un espace social, à laquelle invite l'usage des méthodes d'analyse géométrique des données, qui suppose la définition d'une distance entre les « individus » (Rouanet, Le Roux, 1993).

comprendre dans quelle mesure les liens entre deux agents sont d'abord inscrits dans la relation dynamique entre les univers sociaux au sein desquels ils agissent et entre leurs trajectoires au sein de ces univers.

Avec les autres membres du conseil de la politique monétaire, Michel Albert et Jean Boissonnat ont -à partir de janvier 1994 et jusqu'au 31 décembre 1998<sup>13</sup>- pour charge de fixer régulièrement les taux directeurs de l'institut d'émission et de veiller à la stabilité, interne et externe, de la monnaie nationale, luttant à la fois contre l'inflation et contre une spéculation éventuelle contre le franc (ce qui se produira, notamment, lors de la campagne présidentielle de 1995). Mais Michel Albert et Jean Boissonnat ont d'autres points communs que la seule appartenance à ce conseil chargé de conduire l'économie française vers la monnaie unique européenne. Ils ont écrit ensemble, en 1988, un ouvrage intitulé *Crise, krach, boom*, publié au Seuil dans la collection « L'histoire immédiate », dirigée par Jean-Claude Guillebaud (cf. encadré) et, cosigné en 2002 un ouvrage avec Michel Camdessus, ancien directeur du Fonds Monétaire International, intitulé *Notre foi dans ce siècle*. Ils sont tous deux d'origine populaire : Michel Albert est le fils d'un métayer vendéen alors que Jean Boissonnat est le fils d'un ouvrier tourneur parisien, membre de l'Action française. Nés respectivement en 1929 et en 1930, ils ont été élèves à l'Institut d'études politiques de Paris, où ils se sont, semble-t-il, rencontrés pour la première fois au début des années 1950. A la fin des années 1960, ils se sont tous deux trouvés impliqués dans l'entreprise « Servan-Schreiber ». Jean Boissonnat, présenté à Jean-Louis Servan-Schreiber sur les conseils de Roger Priouret, célèbre journaliste économique lui-même lié à l'entreprise Servan-Schreiber, devient rédacteur en chef de la nouvelle revue économique *L'Expansion*

---

<sup>13</sup> Elle sera, tirage au sort oblige, de seulement trois ans pour Jean Boissonnat.

dès 1967<sup>14</sup>. Michel Albert, membre du club Jean Moulin, déjà depuis quelques temps « conseiller » économique de Jean-Jacques Servan-Schreiber avec lequel il préparait un ouvrage sur l'Europe et les Etats-Unis (qui s'intitulait *Le défi américain*)<sup>15</sup>, participait activement à *L'Express* (il en sera vice-président à partir de 1969). Entre 1968 et 1971, ils sont tous les deux étroitement impliqués dans les stratégies individuelles et familiales des Servan-Schreiber, l'un du côté de Jean-Louis (Jean Boissonnat) l'autre de Jean-Jacques (Michel Albert)<sup>16</sup>. Quelques années auparavant, ils avaient tous deux participé aux activités de la mouvance « modernisatrice », d'origine catholique, regroupée autour du Club Jean-Moulin, après un passage commun par les organisations de jeunesse catholique (JEC) et des liens étroits avec les responsables de la CFDT. Enfin, des années plus tard, en 1987, on retrouve leurs deux noms dans un dictionnaire publié par Jean-Louis Remilleux, journaliste au *Figaro Magazine*, sur les « barristes »<sup>17</sup> : mais, à lire leurs notices, on apprend que ni l'un ni l'autre n'a dépassé le stade de « barriste potentiel » (p.60) et celui des « sympathies » affichées et des « visites » fréquentes (p.86) au candidat à la présidence de la République de 1988. En somme, ils font partie d'un même « réseau » : de la participation commune à une entreprise familiale à la rédaction commune d'ouvrages, il semble que l'on puisse parler à leur sujet de « lien fort » au sens où nous l'avons défini, c'est-à-dire un lien d'affinité d'*habitus* fondé sur des propriétés sociales communes.

## Une foi commune

Il faut attendre le tournant des années 2000 pour que soit rendu très explicite l'un des fondements de cette proximité

<sup>14</sup> Rustenholz, Treiner, 1993, p.392.

<sup>15</sup> Rustenholz, Treiner, 1993, p.395.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p.407.

<sup>17</sup> Remilleux, 1987.

(Boissonnat, 1999 ; de Berranger, Boissonnat, 2001 ; Albert, Boissonnat, Camdessus, 2002). Par delà la différence objective des trajectoires, Michel Albert et Jean Boissonnat sont restés très fortement marqués par la foi catholique et, plus précisément, par leur engagement militant de jeunesse dans le « catholicisme social ». Cette foi et cet engagement (les deux termes étant très liés sous leur plume) sont conçus comme des caractéristiques communes à une « génération », qui définissent certains traits fondamentaux d'un rapport au monde économique et social autant qu'un ensemble de croyances en des dogmes particuliers<sup>18</sup>. Par opposition à l'investissement dans l'Eglise comme institution, cette foi et cet engagement sont définis comme intrinsèquement *séculiers* : c'est dans le monde historique et dans les hommes singuliers qui le peuplent que doit s'accomplir la foi chrétienne. Ils n'hésitent pas, ainsi, à prendre quelques distances à l'égard du fonctionnement de l'institution qui la porte, proposant d'ailleurs de réformer de façon assez radicale (en généralisant l'œcuménisme, en instaurant un conseil permanent des représentants synodaux, en développant la « diaconie », etc.).

Opposant la période de la « chrétienté » et les rêves chimériques de sa reconstruction à l'horizon indépassable d'un monde laïcisé et largement « désacralisé », Jean Boissonnat (faisant sans doute en partie de nécessité vertu) note face à l'évêque de Saint-Denis, Olivier de Berranger, que le catholicisme peut désormais se déployer dans toute sa pureté originelle à travers l'engagement dans le monde économique et social. Il est alors inévitablement confronté à la question de la cohérence entre la foi et les actes à travers lesquels elle doit s'incarner. A la différence du protestantisme, qui entérinerait une séparation totale entre les deux, à la différence aussi d'autres religions

<sup>18</sup> La référence à Weber est explicite dans de Berranger, Boissonnat, 2001.

pour lesquelles ce problème revêt un caractère moins « dramatique », le catholicisme serait moins porté à séparer la foi individuelle d'un côté et les comportements intéressés de l'autre<sup>19</sup>. L'engagement quotidien ne se réduit pas non plus à la mise en œuvre d'une morale prédéterminée, qui échappe à la vérité profonde et initiale du dogme : face à un univers sans cesse changeant et source de nouveaux enjeux, cette morale chrétienne doit trouver des formules inédites et nouvelles pour s'exercer pleinement, le risque étant, comme dans le cas de l'avenir de la CFDT évoqué par Jean Boissonnat, que le moteur religieux initial de la « modernisation » finisse par disparaître.

L'originalité de la conception de la foi développée par Michel Albert, Jean Boissonnat et Michel Camdessus ne se situe certainement pas dans la réaffirmation, bien souvent rhétorique, de certains des présupposés les plus connus du catholicisme social : l'attention aux « pauvres », la valorisation de l'engagement collectif en contrepoint aux seuls comportements intéressés, la nécessité de donner du sens à l'activité économique en recréant du « lien social », etc. C'est plutôt dans une certaine *transposition* ou *transfiguration* de la morale catholique au champ économique que cette conception apparaît spécifique, et rappelle les traits, tels que la dénégation du profit, que Pascale Moulévrier analyse à propos d'une institution bancaire catholique comme le Crédit Mutuel (Moulévrier, 2002). Elle pose tout d'abord l'indépendance fondamentale de la vie économique et son développement autonome comme une réalité incontournable et positive. L'argent, le capitalisme, la mondialisation existent et sont perçus comme sources de progrès et de changements bénéfiques : la morale économique laïque, celle des comportements égoïstes, est facteur de dynamisme et de vie collective. L'économie, comme ensemble de savoirs et

de pratiques, est définie dans la continuité de la vision du monde chrétien, conçu comme un ordre moral et social qui exprime une réalité humaine naturelle, en quelque sorte spontanée. Cet ordre s'oppose aux Etats ou aux politiques dirigistes qui tentent de l'enserrer dans des limites extérieures arbitraires, sans pour autant se constituer autour du refus de l'Etat, auquel sont confiées de nombreuses fonctions « régulatrices ». L'ordre économique repose sur une généralisation du principe chrétien de la « subsidiarité », une entité géographiquement définie n'existant que pour autant que les entités de tailles plus réduites ne remplissent pas correctement certaines fonctions. La morale catholique, et plus largement chrétienne, tend à poser des « limites internes » au déploiement de l'égoïsme capitaliste, sans pour autant le contester en lui-même. La notion de « régulation » est abondamment utilisée, notamment à propos de la mondialisation financière : on perçoit ici le lien entre cette morale et les fonctions exercées par les instances dites « de régulation » publiques, comme le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC ou encore les banques centrales. Ces instances publiques sont à la fois des piliers du capitalisme mondial et des instruments de contrôle interne de celui-ci qui surplombent les Etats nationaux. Ce travail symbolique de limitation et de démarcation internes culmine dans l'adhésion à un capitalisme plus « social », défini comme l'« économie sociale de marché », par opposition à l'économie « anti-sociale de marché » qui s'affirme aujourd'hui. La croyance en l'Europe fédérale est ainsi une composante essentielle de l'incarnation d'une morale catholique dans le monde contemporain. Elle s'accompagne de la valorisation affichée du « dialogue social », du compromis comme moyen de transformation interne du capitalisme vers plus d'efficacité et de justice sociale. Plus largement, elle fonde l'adhésion à un universalisme intra-mondain, qui se

---

<sup>19</sup> L'œcuménisme est toutefois jugé en termes très favorables.

définit autour de notions comme le « bien commun ».

Michel Albert et Jean Boissonnat partagent un *ethos* politique et économique, dont le fondement religieux est explicite, que l'on pourrait qualifier de catholicisme séculier, « économique-social » ou, si l'on préfère, « social-libéral », dont nous verrons qu'il a pu recouvrir des orientations politico-économiques relativement variables au fur et à mesure des avancées de la « révolution néolibérale ».

### **« Amitiés de jeunesse » et formation d'un capital**

Les relations personnelles associées à la trajectoire scolaire sont l'un des principaux ressorts des liens qui unissent des agents situés dans des espaces différents mais y occupant des positions homologues : parce que l'institution scolaire apparaît comme le lieu d'orientation entre les différents secteurs de l'espace social (en premier lieu dans le champ du pouvoir), elle est sans doute vouée, avec la famille, à fonctionner comme l'une des matrices cachées de toute accumulation ultérieure de capital social et de capital symbolique. De plus, si les grandes écoles entretiennent avec les principaux secteurs économiques une relation de correspondance structurale (Bourdieu, 1989), la même école peut conduire à des destinées relativement diversifiées : l'Institut d'études politiques de Paris, formation généraliste, est par exemple associé à des parcours différenciés selon les formes de pouvoir temporel (politique, administration, économie, journalisme...), et cette diversification est au fondement de formes de solidarité intersectorielles liées aux réseaux d'inter-connaissance et d'affinités qui s'y sont formés.

Bien que le passage par l'Institut d'études politiques de Paris comme boursier, à la même époque, soit un « point commun » évident entre Jean Boissonnat et Michel

Albert, il illustre aussi la diversité des significations associées à cette caractéristique lorsqu'elle est isolée de l'origine sociale et de la trajectoire antérieure: en effet, alors que Michel Albert, dont le père était « domestique agricole » en Vendée et dut émigrer en 1934 à cause de la crise (ses grands parents étaient métayers<sup>20</sup>), réussit à sa sortie de Sciences-Po le concours de l'ENA, Jean Boissonnat, fils d'un ouvrier ajusteur parisien, très marqué à droite mais confronté à l'attraction exercée par le communisme, échoue à l'ENA, et, profondément marqué par cet échec, devient journaliste, puis « responsable du service économique et social » au sein du quotidien *La Croix*. L'un sort par la « grande porte » et l'autre par la « petite porte », le quotidien *La Croix* occupant une position relativement dominée dans le champ journalistique, même si les questions « économiques et sociales » commencent alors à s'imposer, progressivement, comme une rubrique majeure dans la grande presse. Et alors que Michel Albert persiste dans une « brillante » trajectoire scolaire, puisqu'il obtient à 26 ans, après un doctorat en droit<sup>21</sup>, l'inspection des finances - l'un des grands corps les plus prestigieux, particulièrement au pôle économique -, le second fera fréquemment référence à l'IEP comme le lieu d'une sorte de « naissance sociale » qui le projette au milieu des (futurs) grands de ce monde, qu'il continuera d'ailleurs à côtoyer, notamment en les interviewant.

Dans le cas de Michel Albert, l'appartenance à un grand corps se prolonge dans un début de carrière relativement classique, puisque, après avoir été secrétaire général du comité Rueff-Armand en 1959 (qui aboutira au *Rapport sur les obstacles à*

<sup>20</sup> Albert, 1982, p.9.

<sup>21</sup> Dans l'un des rares témoignages autobiographiques qu'il ait livré, Michel Albert n'évoque pas Sciences-Po mais la faculté de droit de Paris et les cours marqués par le keynésianisme de Jean Marchal : il se passionne pour l'économie comme moyen d'action sociale permettant de lutter de manière active contre la pauvreté provoquée par les crises. *Ibid*, p.9.

*l'expansion* remis à Michel Debré le 21 juillet 1960<sup>22</sup>), il sera successivement inspecteur général des finances du Maroc en 1960, directeur général adjoint de la Banque nationale pour le développement économique à Rabat (entre 1961 et 1963), directeur adjoint puis administrateur de la Banque européenne d'investissement à Bruxelles (de 1963 à 1970) et, surtout, directeur de la structure et du développement économique à la Commission de la communauté européenne à Bruxelles, entre 1966 et 1969. C'est d'ailleurs à cette occasion qu'il rencontre Raymond Barre, alors lui-même commissaire européen : « vendéen de naissance, diplômé de l'Institut d'études politiques et énarque de formation, cet inspecteur des finances *se lie* à Raymond Barre dès 1966 »<sup>23</sup>. Cette première partie de sa carrière se caractérise d'ailleurs par l'occupation de positions plutôt périphériques par rapport au foyer central des valeurs politico-bureaucratiques, même s'il tend progressivement à s'en rapprocher. Ces positions font en effet partie de la « chasse gardée » internationale des inspecteurs des finances et, à cette époque, l'accès à la Commission européenne n'est pas encore investi du prestige plus important acquis par la suite.

Pour Jean Boissonnat, le passage par Sciences Po fonctionne plus comme un titre de noblesse ou plus exactement à la fois une marque d'anoblissement et une ressource d'identification. Il y fait quelquefois mention dans ses chroniques de *L'Expansion*, notamment à propos de certains de ses interviewés. Ainsi, par exemple, en octobre 1979 : « j'ai croisé Michel Rocard aux cours de Sciences Po au début des années 50. C'était déjà un militant socialiste »<sup>24</sup>.

<sup>22</sup> Ce rapport conclut à la nécessité d'une intervention de l'Etat dans l'appareil productif afin de surmonter les résistances corporatistes, de favoriser l'insertion de la France dans un marché commun transparent et dynamisé par une « saine concurrence ». Voir Fourquet, 1980, p.221.

<sup>23</sup> Remilleux, 1987, p.59.

<sup>24</sup> Boissonnat, 1984, p.135.

Mentionnant à plusieurs reprises ses « amis » ou ses « amitiés », il évoque d'anciens condisciples, comme Claude Quin (« mon ami communiste », *ibid.*, p.166-167). La proximité des (futurs) grands –telle en tout cas qu'elle se livre *a posteriori*– se manifeste par une relation d'identification à l'institution, à travers laquelle il retraduit sans doute une forme d'exclusion relative en position de « spectateur chez les acteurs ». Il assoira ainsi toute sa trajectoire professionnelle sur la production « indépendante » d'analyses économiques et politiques de l'actualité, directement appuyées sur les interviews que lui donnent les responsables, développant une forme de compétence alors relativement rare et encore peu reconnue en France, celle du grand journaliste économique qui est « dans la confiance » et peut faire état de discussions au sommet et « sur les sommets »<sup>25</sup>. Indissociable de l'ensemble des contacts qu'il peut nouer dans l'exercice quotidien de sa profession, ce capital spécifique peut aussi être décrit comme une sorte de sens de l'analyse concrète, au jour le jour, des situations économiques et politiques. « Observateur » proche, il tire d'ailleurs le cas échéant des bénéfices symboliques dérivés de la proximité des cercles de décision, comme lorsque Valéry Giscard d'Estaing lui propose, à la fin des années 1960 de participer à son « brain-trust », tout en gardant ses distances au nom de l'« indépendance » du journaliste (« un journaliste ne peut pas être dehors et dedans »<sup>26</sup>). Durant les années 1954-67, Jean Boissonnat, « bourreau de travail »<sup>27</sup>,

<sup>25</sup> Ce type d'activité journalistique est sans doute lié à l'importance croissante des « sommets » dans la vie économique internationale depuis les années 1920 et, plus particulièrement, à l'issue de la deuxième guerre mondiale avec la naissance des institutions de Bretton Woods, de l'OCDE, du G7, et surtout, en France, avec la construction européenne. On pourrait même dire que les trajectoires « à la Boissonnat » sont indissociables de l'ouverture croissante des économies nationales à partir des années 1950.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p.17.

<sup>27</sup> Remilleux, 1987, p.85.

s'impose à *La Croix* comme l'un des principaux journalistes économiques français, au point qu'on lui propose, à la fin de 1967, de diriger le supplément économique du journal *Le Monde*. Mais il opte alors pour un autre projet, celui de *L'Expansion*.

La fréquentation commune de Sciences Po et l'orientation vers l'économie masquent non seulement la différence des deux trajectoires (l'une dans la sphère de l'action économique l'autre dans celle de l'observation journalistique de l'économie), mais aussi un lien plus caché et sans doute encore plus déterminant de l'affinité entre les deux hommes, le passage antérieur par l'enseignement catholique et, en découlant dans une certaine mesure, l'appartenance à une même « mouvance intellectuelle », proche de ce que Jean Boissonnat appelle, à propos de Jacques Delors, qu'il définit lui-même comme « un ami de vingt-cinq ans »<sup>28</sup>, « les orphelins de la politique ». Issus du catholicisme social, ces entrepreneurs en morale collective et en modernisation économique sont alors disséminés dans différents secteurs, comme le Plan au sujet duquel Jean Boissonnat cite d'ailleurs nommément Michel Albert. Experts, économistes, intellectuels, journalistes souvent catholiques militants, ils ont entrepris de « moderniser » la politique dans les années 60, notamment dans le cadre du club Jean-Moulin, et n'ont pas réussi à s'imposer dans le champ politique sans avoir pour autant abandonné leur projet, poursuivi par d'autres voies. Sophie Coignard et Marie-Thérèse Guichard, auteurs d'un essai journalistique sur les réseaux, décrivent d'ailleurs Jean Boissonnat comme « un « pur produit » de la *Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) des années 50. Il a assumé des responsabilités*

---

<sup>28</sup> Boissonnat, 1987, « Le social-delorisme », juin 1981. Il l'a côtoyé notamment, dans le cadre des « Semaines Sociales » : en 1966, il avait animé avec lui une Semaine Sociale sur le thème : « Entre modernisation et nations : quelle Europe ? ». (Coignard, Guichard, 1997, p.334).

*nationales, et a eu l'occasion de se lier avec le futur politologue René Rémond et quelques hommes politiques de gauche en devenir (...) »*<sup>29</sup>. Comme Michel Albert, il appartient à ces cercles de « catholiques de gauche » qui ne se satisfont pas de la polarisation « gaullistes/communistes ». « Ce petit milieu [du club Jean Moulin] vit un peu en boucle sur lui-même autour des journalistes économiques Jean Boissonnat et Gilbert Mathieu »<sup>30</sup>. Cette communauté d'origine rapproche donc deux parcours attachés non seulement à l'IEP mais à l'institution religieuse et à l'expertise « économique », comme s'ils participaient tous deux d'un même mouvement historique où l'économie se substitue à la référence et à la compétence juridiques dans l'action publique<sup>31</sup>.

Plus que des points communs ou des liens, les proximités entre deux trajectoires apparaissent comme des relations objectives entre des systèmes de dispositions rendant plus probable l'existence de « liens concrets » entre les personnes fondés sur les affinités d'*habitus*. Ainsi, la rencontre entre Michel Albert et Jean Boissonnat était *structurellement* probable<sup>32</sup> depuis les années 1950, en premier lieu du fait de ces trajectoires « parentes » dans l'institution scolaire et le militantisme catholique. Mais les espèces de capitaux détenus par l'un et par l'autre divergeant fortement dans leur composition, ces trajectoires vont à la fois se rapprocher et rester distantes, hiérarchisées selon le même principe, l'un étant plus tourné vers l'action politique l'autre vers le commentaire journalistique.

---

<sup>29</sup> Coignard, Guichard, 1997, p.334.

<sup>30</sup> Ibid., p.336.

<sup>31</sup> Sur les transformations du champ politique durant cette période liées à la montée en puissance de la science économique, cf. Dulong, 1997.

<sup>32</sup> La relation existant entre la « proximité » structurelle et la probabilité d'accéder à un « lien » concret direct (interconnaissance, échange de propos et de service, amitié, etc.) est un des enjeux d'une sociologie économique structurelle ainsi conçue.

## Une entreprise commune

L'appartenance à une même organisation, qu'elle soit économique, politique, syndicale ou religieuse, garantit l'insertion dans un réseau de relations spécifiques, fondées sur l'occupation d'une position vis-à-vis de l'« extérieur » commune à tous les membres de cette organisation. Déterminée par la trajectoire antérieure, rendue plus solide par la possession de dispositions homologues associées à cette trajectoire, une commune appartenance organisationnelle est génératrice d'un système de repères partagés, qui structurent la vision du monde des agents économiques autour des intérêts et des expériences propres à l'organisation. Elle fonctionne aussi comme une propriété commune et, à ce titre, ne cesse pas d'exercer des effets, même lorsqu'elle n'est plus directement effective. L'ensemble des ressources collectives associées à une organisation (en premier lieu le capital symbolique dont elle est dotée) peuvent rapprocher objectivement des trajectoires par ailleurs distinctes et renforcer des formes de « solidarité organique » entre différents univers relativement indépendants - comme ici l'économie technocratique, la politique et le journalisme - qui conditionnent l'action économique des « décideurs », toujours encadrée dans un système de contraintes structurales<sup>33</sup>. Les dispositions sociales garantissent l'intégration harmonieuse à l'institution et ne cessent de fonctionner comme un principe de renforcement des liens au sein de l'organisation : tout se passe comme si une affinité initiale favorisait la constitution ultérieure de liens professionnels étroits, « forts » au sens où ils s'enracinent dans une communauté de goûts, de sentiments, de principes d'orientation dans le monde.

---

<sup>33</sup> Voir, là encore, Boltanski, 1973.

Les liens entre Michel Albert et Jean Boissonnat ne deviennent la réalité d'une collaboration professionnelle, d'ailleurs pour une part indirecte, que durant une brève mais intense période, qui va précisément de 1968 à 1971 : l'un et l'autre participent alors à ce qu'on peut appeler l'entreprise Servan-Schreiber (qui les rémunère), à des positions distinctes. Ils doivent tous deux à cette participation une inflexion de leurs carrières. Cette entreprise est à la fois éditoriale et journalistique, mais également politique : les Servan-Schreiber se définissent comme des « modernisateurs » de la vie publique française, dont l'intervention est indissociable de la référence aux Etats-Unis (comme modèle d'efficacité et également comme contre-modèle social) et à l'Europe de l'Ouest (comme modèle social menacé par l'inefficacité économique). Leur stratégie familiale a pour particularité, depuis les années 1960 surtout, de s'être constituée autour d'une relation entre les journaux à prétention intellectuelle engagés dans la compétition économique et certains secteurs du champ politique, avec la figure tutélaire de Pierre Mendès-France, incarnation d'une conception de l'action politique fondée sur la science économique. Ce projet est à la fois « idéologique » -il se donne comme une entreprise de rénovation de la « gauche » radicale à partir de la référence à l'économie et à l'Europe-, économique -il s'agit d'une entreprise commerciale qui use des médias comme d'une arme dans la concurrence entre firmes- et enfin technocratique-politique -il s'agit de donner aux « modernisateurs » issus du mendésisme et du Plan un débouché politique y compris sur le terrain électoral. Dans cette stratégie, les liens familiaux fonctionnent comme une ressource objective fondée dans l'histoire mais qui ne prend toute sa force que lorsqu'elle s'élargit en une série de liens personnels étroits qui rendent possible les succès (relatifs) de l'entreprise.

La collaboration entre Michel Albert et Jean-Jacques Servan-Schreiber est régie par

une forte division du travail, où l'apparition éditoriale, médiatique et politique est toujours le but ultime de l'action collective : issu de la Commission européenne, Michel Albert occupe la fonction de conseiller économique et de pourvoyeur d'idées, alors que Jean-Jacques Servan-Schreiber les développe dans l'espace public sous une forme moins ésotérique, plus imagée et accessible. Il est à l'origine des principaux thèmes du *Défi américain*, qui connaît un extraordinaire succès de librairie et une importante audience médiatique. « *Le 30 juin, Jean-Jacques emmène son frère à Bruxelles pour lui présenter un haut fonctionnaire français du Marché commun, inspecteur des Finances et ancien énarque, avec lequel il travaille depuis quelque temps et dont les connaissances et les réflexions pourraient servir L'Expansion. L'homme s'appelle Michel Albert. C'est un inspirateur, riche en idées, dont il irrigue les discussions du Club Jean Moulin. Il est devenu proche de Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1965, lorsque Georges Suffert a transmis à ce dernier un texte de l'économiste sur le Socialisme et l'Europe. Dans cet essai, Michel Albert développait l'idée que la gauche devait cesser de pourfendre en priorité les « moulins à vent de la propriété privée et accepter, dans son ensemble, l'économie de marché », pour s'attaquer en revanche au problème essentiel, le déséquilibre entre la part accordée aux besoins collectifs et celle consacrée aux besoins individuels (...) Depuis, les deux hommes collaborent et chacun y trouve son compte. L'Express est une bonne tribune pour les idées de Michel Albert, et le directeur de l'hebdomadaire a trouvé, chez ce haut fonctionnaire, du grain à moudre. Il tire des rapports de celui-ci la matière de ses éditoriaux (...). A Bruxelles, Jean-Louis apprend que son frère s'inspire des démonstrations de Michel Albert pour écrire un livre sur la supériorité américaine et la*

*nécessité d'une riposte européenne* »<sup>34</sup>. Michel Albert se prête à une relation de dépendance très directe où il sert de rédacteur de notes et d'« inspirateur » : « *Jean-Jacques (...) dicte son ouvrage au magnétophone, en s'appuyant sur les notes, chiffres et études fournis par Michel Albert. (...) Toutefois, quand on s'appelle Servan-Schreiber, on ne pense pas que des idées suffisent à faire un livre ni, a fortiori, à le vendre. Pour cela, Jean-Jacques possède un savoir-faire : l'usage immodéré de formules, un style simple et percutant, de quoi transformer un livre potentiellement fastidieux en un thriller passionnant. La forme assurera l'intérêt du grand public, le fond celui des hommes politiques* » (p.396). Engagé aux côtés de « JJSS » dans l'entreprise de relance du parti radical, il rédige à ses côtés le manifeste de ce parti : *Entre ciel et terre*. Comme *Le Défi américain*, *Entre Ciel et terre* fera l'objet d'une très forte médiatisation et sera même présenté comme « plus à gauche que le programme commun » par certains commentateurs. Michel Albert, devenu vice-président conseil de surveillance du groupe *Express*, accompagne alors le mouvement de Jean-Jacques Servan-Schreiber vers le champ politique, lorsque celui-ci tente de conquérir la mairie de Bordeaux après s'être fait élire député de la première circonscription de Meurthe et Moselle : « *Michel Albert parade peu dans les rues. La parade n'est pas sa forme d'expression favorite. Enfermé avec sa jeune équipe (Guy Sorman, 26 ans, énarque ; Serge Siritsky, 25 ans, énarque ; Jean-Pierre Tuil, 25 ans, Sciences Po ; Michelle Gaillard, 24 ans, Sciences Po), il travaille. On ne mène pas à la légère une campagne d'envergure contre le Premier ministre* »<sup>35</sup>. Après un échec cuisant, il abandonnera ce rôle, relativement ingrat et occulte, de « second » dès 1971 : il retourne alors dans les « affaires » en tant qu'inspecteur des finances, comme directeur général de l'Union d'études

<sup>34</sup> Rustenholz A., Treiner S., *op. cit.*, p.395-396.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p.442.

et d'investissements et de l'Union de crédit pour le développement régional (Unicredit), administrateur d'Unicredit, puis comme PDG de deux autres entreprises financières. En janvier 1976, il est nommé commissaire adjoint du Plan d'équipement et de productivité, puis, deux ans, plus tard, commissaire général au Plan jusqu'en 1981. L'arrivée de Raymond Barre au gouvernement, et son accès au poste de premier ministre en 1978 ne sont peut-être pas sans liens avec ce retour dans le noyau central de l'administration économique, alors qu'il avait occupé -après sa séparation avec les Servan-Schreiber- des positions relativement plus marginales, du moins pour un inspecteur des finances.

Durant cette même période, Jean Boissonnat participe avec constance au succès de *L'Expansion*. S'il apparaît, lui aussi, comme un « second » - l'entreprise est gérée par Jean-Louis Servan-Schreiber -, il reste durant toute cette période l'infatigable chroniqueur des évolutions chaotiques de l'économie nationale et mondiale et l'incarnation personnelle de l'entreprise. Il convertit en capital symbolique cette forme particulière de capital social qui consiste, pour un journaliste, à être reçu chez des interlocuteurs prestigieux, en particulier le président de la République élu en 1974 (qu'il connaît depuis longtemps puisque celui-ci le recevait déjà régulièrement en tant que ministre des finances au début des années 1970) et les représentants du patronat. Auteur en 1966 d'un livre sur la « politique des revenus » - thème cher aux modernisateurs qui y voyaient un moyen de limiter l'ampleur des écarts de rémunérations nés de la croissance<sup>36</sup> -, Jean Boissonnat publiera au milieu des années 1980, une fois sa notoriété médiatique mieux établie, une sélection de ces chroniques où, au hasard de l'actualité et des rencontres, il dresse l'état des lieux des affaires du monde. Mais le succès de

*L'Expansion* est aussi celui d'une entreprise qui, au-delà de son public d'élection (les cadres), a réussi à s'imposer dans le champ politico-médiatique, notamment grâce aux « Forums de *L'Expansion* » qui accueillent devant une salle de patrons un invité de premier rang - en particulier François Mitterrand en 1976 - et font l'événement économique<sup>37</sup>. L'arrivée de Raymond Barre a sans doute moins d'incidence directe sur la carrière de Jean Boissonnat que son entrée à la radio Europe 1, où il devient chroniqueur dès 1975<sup>38</sup>, ce qui renforce l'élargissement de son espace positionnel. En 1974, avec l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République et en 1976, avec l'arrivée au gouvernement de Raymond Barre, une nouvelle inflexion se produit, pour l'un comme pour l'autre. Ces évolutions apparaissent comme le résultat d'un processus d'accumulation dans lequel un capital social de type « politico-médiatique » joue un rôle déterminant : il leur permet de produire un discours socialement certifié, puisque nourri de savoirs technocratiques et journalistiques mais aussi d'informations, de catégories de perception qui sont celles des « décideurs » économiques.

Lorsqu'en 1978, Michel Albert est devenu commissaire général au Plan, Jean Boissonnat lui consacre une chronique de *L'Expansion*<sup>39</sup>, où il expose ce qu'il appelle le « théorème d'Albert » énoncé dans le rapport de révision du VII<sup>ème</sup> Plan, qui illustre le type de raisonnement économique associé à ce type de trajectoire, mélange de goût de la formule, de sens politique et de technique économique : « *l'emploi est lié à la croissance, la croissance à l'équilibre extérieur, et l'équilibre extérieur à l'adaptation de notre industrie* ». En 1980, le même Jean Boissonnat entre à la Commission des comptes de la nation, rattachée au ministère des finances mais étroitement liée

<sup>37</sup> Voir Bourdieu, Boltanski, 1976.

<sup>38</sup> Sur les chroniqueurs d'Europe 1, voir Riutor, 1997.

<sup>39</sup> Boissonnat, 1987, p. 107-108.

<sup>36</sup> Cf. Fourquet, 1980, p.277-279.

au Plan. Puis c'est François Mitterrand qui lui « propose, avec Michèle Cotta, Jean-François Kahn et Guy Thomas, comme arbitre possible de son duel télévisé, entre les deux tours, des présidentielles de 1981. Grand seigneur, Giscard n'oppose pas ses candidats à ceux du socialiste ; sur cette liste, il retient les deux premiers par ordre alphabétique, donc Cotta et moi. Je dois à cette émission - qui n'était d'ailleurs ni meilleur ni pire qu'une autre émission politique - une bonne part de ma notoriété présente. Le message c'est le média, dit McLuhan. Le prestige aussi, c'est le média. Cela devrait rendre modeste. Ecrivez un article fulgurant, quelques initiés l'apprécient. Paraissez au bon moment, à l'écran, et toute la France vous salue. Vanité des vanités... »<sup>40</sup>. L'accumulation de capital (social et symbolique) politico-médiatique durant la période qui va de 1967 à 1981 se réalise pleinement dans le passage à la télévision et les chroniques à la radio : journaliste issu de la presse écrite la plus « traditionnelle » (*La Croix*), il a réussi, à la faveur des liens noués dans le monde politique et économique, à devenir l'un de ses personnages « incontournables » de l'*establishment* audiovisuel. A l'opposé, la carrière de Michel Albert apparaît moins dépendante du rapport au médias audiovisuels. S'il jouit d'une reconnaissance supérieure comme « expert économique », elle ne s'incarne pas encore véritablement dans cette forme particulière de capital qu'est le capital médiatique<sup>41</sup>, même si ses liens avec *L'Express* lui ont assuré une certaine présence dans le monde médiatique.

### Dans le tournant néolibéral

L'occupation d'une position dominante est dépendante de l'insertion dans un système de relations sociales qui ne se

<sup>40</sup> *Ibid.*, p.17-18.

<sup>41</sup> Sur la notion de « capital médiatique », voir Duval et al., 1998 et Marchetti, 1998.

réduit pas à la fréquentation des autres agents dominants dans le même univers, mais à des représentants des différentes positions dominantes dans l'espace social considéré (Boltanski, 1973). Ainsi, les champs, structurellement interdépendants, sont « à leurs sommets » en contact plus direct, à travers les liens étroits entre les différentes fractions dominantes, réunis non seulement par des propriétés de trajectoires mais aussi par des propriétés de position. L'existence de clubs, de lieux « neutres » où les différentes fractions des classes dominantes s'interpénètrent, apparaît dès lors non comme une réalité en elle-même explicative, mais comme le produit d'une structure générale des sociétés différenciées. Le fait que des agents nommés à un même poste politico-administratif appartiennent objectivement au même réseau est d'abord conditionné par la structure de l'espace social dans lequel ils agissent.

Au cours des années 1980, les trajectoires de Michel Albert et Jean Boissonnat se rapprochent, se croisent voire se « confondent » sur des segments très courts. Ils écrivent ainsi ensemble *Crise, krach, boom* en 1988 (cf. encadré), plaidoyer pour la science économique et la coopération politico-économique internationale. Ils s'imposent tous deux durant cette décennie comme des économistes grand public proches à la fois sur le fond (la nécessité de la construction européenne, une certaine vision de la « troisième voie » entre libéralisme et social-démocratie) et sur la forme (un style simple, clair, imagé, apte à représenter les « mécanismes économiques » auprès du grand public, sur le modèle de la tradition de l'économie catholique sociale incarnée par Jean-Marie Albertini<sup>42</sup>). Ils ne sont pas directement dans le groupe de personnes, souvent des intellectuels reconvertis issus de la gauche, à l'origine de la naissance de la Fondation Saint-Simon créée par François

<sup>42</sup> Cf. Lebaron, 2000.

Furet, Pierre Rosanvallon, Alain Minc, Emmanuel Leroy-Ladurie, Pierre Nora, Simon Nora et Roger Fauroux, mais ils en font partie et contribuent au succès de certaines de ses interventions. Ainsi, Michel Albert est au centre de l'importante audience, en février 1984, de l'émission « Vive la crise ! » présentée par Yves Montand, où sont développés les thèmes de son ouvrage *Le pari français*. Secondé par Jean-Claude Guillebaud, Alain Minc, Pierre Rosanvallon et quelques autres, il impose alors une nouvelle ligne, « social-libérale », qui est aussi la réalisation médiatique de cette forme de néolibéralisme à la française – ou à l'européenne – que n'a cessé de promouvoir la Fondation Saint-Simon (voir Lebaron, 2000).

Devenu président des Assurances Générales de France nationalisées après l'arrivée de François Mitterrand, Michel Albert avait publié *Le pari français* aux éditions du Seuil, dans la collection « L'histoire immédiate » dirigée par Jean-Claude Guillebaud. Cet ouvrage est marqué par le style de publication qui fit la notoriété de Jean-Jacques Servan-Schreiber, combiné à une technicité (renvoyée en « annexes »), qui serait plutôt celle des rapports du Plan qu'il a animé pendant cinq ans. Evoquant son précédent ouvrage, *Les vaches maigres*, écrit en 1975, Michel Albert en rationalise l'échec : il a eu raison trop tôt en annonçant le fléchissement durable de la croissance et la nécessité d'une autre voie pour revenir au plein-emploi. En 1982, il annonce l'échec des politiques keynésiennes illustré par celui de la relance Mauroy, tout en rejetant les politiques ultra-libérales en cours aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, selon le balancement désormais bien connu : le « social-libéralisme » qu'il propose conjugue le rejet de tout volontarisme dans un contexte de fin de la haute croissance, la soumission aux objectifs de la convergence économique avec l'Allemagne et la construction européenne, le repli sur l'initiative individuelle, la responsabilité nécessaire des « acteurs

sociaux » et des mesures ou des thèmes habituellement perçus comme « de gauche » (comme la réduction du temps de travail, le plein-emploi) mais redéfinies dans un cadre néolibéral (voir chapitre 4) : la « réduction du temps de travail » passe par l'assouplissement des règles du marché du travail et le développement du « TTP » (travail à temps partiel), l'auteur opposant toutefois, à la suite du club deloriste « Echange et Projets », le « temps choisi » au « temps partiel contraint » et développant l'exemple-modèle de BSN-Emballage où un accord de réduction a réuni l'ensemble des partenaires sociaux jusqu'à la CGT. Plus d'une décennie plus tard, Jean Boissonnat coordonnera pour le Commissariat du Plan et à la demande du premier ministre Edouard Balladur, un rapport sur le temps de travail où l'on retrouvera cette thématique chère à certains économistes dits de la « deuxième gauche »<sup>43</sup> : les mutations économiques sont telles que la réduction du temps de travail est inévitable, permettant de remettre en cause le salariat classique, avec ses contrats à durée indéterminée et son temps de travail rigidement défini. Elle apparaît ainsi comme un des aiguillons de la modernisation libérale.

Alors que Michel Albert préside les AGF dans les années 1980, Jean Boissonnat devient successivement membre du conseil d'administration d'*Ouest-France* en 1981 (il y est également chroniqueur ou éditorialiste), du conseil de surveillance de Bayard-Presse en 1985, directeur général des rédactions du groupe *Expansion* en 1986. Il est simultanément ou successivement éditorialiste à Europe 1, *La Croix*, *Ouest-France*, *L'Est-Républicain*, *Le Midi-Libre* : plus que jamais « faiseur d'opinion », le spectateur est devenu un agent économique à la surface sociale étendue. Tous deux sont présentés en 1988 par divers observateurs comme des soutiens possibles au candidat Raymond Barre, économiste qui incarne dans l'idéologie

---

<sup>43</sup> Boissonnat (dir.), 1994.

dominante le même réalisme compétent et rigoureux. Pourtant, ils ne franchissent pas le pas d'un engagement public et se tiennent à égale distance de la droite moderne et de la gauche libérale, de Barre et Delors, puis Balladur et Rocard, jusqu'au milieu des années 1990.

### ***Contextes historiques, trajectoires sociales et philosophies de l'économie***

« Les pays développés, qui ont tout pour le *boom*, font tant pour la *crise* qu'ils vont vers le *krach* ». Tel est, selon ses auteurs, le fil rouge d'un essai publié en 1988<sup>44</sup>. Ce texte est conforme à une philosophie de l'économie héritée de la période des « trente glorieuses », mais infléchie par l'entrée, au milieu des années 1970, dans une période de ralentissement mondial puis de révolution néolibérale issue des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. On y retrouve d'abord une représentation de l'économie mondiale fondée sur la compétition entre l'Europe, lancée dans la perspective « exaltante » (p.15) du marché unique et de l'unification politique, et les Etats-Unis : c'est ce thème cher à Michel Albert qui avait fait le succès du *Défi américain*, du *Pari français* puis de *Un pari pour l'Europe*, avant de faire, quelques années plus tard, celui de *Capitalisme contre capitalisme*. Dans chacun de ces ouvrages, la concurrence planétaire entre nations et grandes ères géographiques est donnée comme le principal enjeu d'une économie mondiale au sein de laquelle la France doit trouver sa voie, contre tous les modèles existants, en liant son destin à celui des autres nations européennes face à l'hégémonie américaine. Leur vision relativement enthousiaste du marché unique est complétée et nuancée par l'idée que la nécessaire « purge darwinienne » à laquelle il conduit doit inévitablement être complétée par

l'unification politique de l'Europe et les progrès des institutions internationales, supposées fournir un cadre cohérent et stable à l'activité économique.

Publié peu de temps après le krach boursier d'octobre 1987, cet essai de circonstance apparaît aussi comme une tentative explicite de réhabilitation des économistes et de la science économique (voir en particulier p.75-86), à laquelle Michel Albert et Jean Boissonnat doivent une part importante de leur capital symbolique, mais que le krach a conjoncturellement exposés à la critique. Les auteurs font par exemple longuement état des propositions émises par les économistes réunis à Washington en décembre 1987 par l'Institut pour l'économie internationale afin de rétablir le minimum de stabilité nécessaire au fonctionnement normal de l'économie internationale. Partisans de la coopération entre les autorités monétaires internationales (et à terme d'une monnaie mondiale), ils en font le nécessaire complément à la libéralisation inévitable des marchés, notamment des marchés financiers. Cette position consiste à accepter la libéralisation de l'économie mondiale tout en plaidant pour une plus grande intégration des instances politiques et administratives internationales, sur le principe du processus de construction européenne, constituée en paradigme et en source d'inspiration. En 1997, Jean Boissonnat publiera<sup>45</sup> de la même façon un plaidoyer pour la poursuite de l'élan européen par l'accomplissement d'un Etat fédéral (« un nouveau fédéralisme », p.119), qui permettrait à la naissance de l'Euro de trouver son couronnement dans la création de nouvelles institutions politiques supranationales. *Crise, krach, boom* apparaît ainsi surtout comme une contribution intellectuelle, émanant de deux experts reconnus, à la légitimation de la politique de construction européenne telle qu'elle s'opère depuis le milieu des années

---

<sup>44</sup> Albert, Boissonnat, 1988.

---

<sup>45</sup> Boissonnat, 1997.

1980, à travers la mise en place d'un grand marché et la perspective de la monnaie unique. L'ouvrage témoigne de l'évolution politico-intellectuelle qui a caractérisé nombre des responsables des partis de gauche dans les années 1980 et, plus largement une fraction des élites politico-administratives et économiques « modernisatrices », qui évoluent d'un planisme de teinte social-démocrate et égalitariste à un libéralisme mâtiné de considérations d'« équité » et tourné vers la construction européenne. En 1970<sup>46</sup>, Michel Albert et Jean-Jacques Servan-Schreiber voyaient dans la Suède « la synthèse la plus accomplie qui soit entre l'économie de concurrence et les objectifs du socialisme » (p.155). Ils n'hésitaient pas à proposer au Parti Radical « de s'engager dans un délai de cinq ans, à satisfaire une revendication de base des syndicats qui demandent que le SMIG augmente proportionnellement aux salaires horaires moyens », avant de passer « à la phase de réduction de l'échelle des salaires en accélérant, dans le cadre d'un plan à long terme, les augmentations du SMIG par rapport à celle des salaires moyens » (p.192). C'est au nom du socialisme qu'ils proposaient des réformes volontaristes pour rompre avec le poids du patrimoine économique, les inégalités... En 1988, Michel Albert et Jean Boissonnat voient dans l'instauration d'une Europe fédérale le seul moyen de contrebalancer les effets de la concurrence fiscale, qui favorise une taxation accrue des revenus du travail et une détaxation progressive des revenus du capital. Mais, « on ne peut pas fonder l'ordre sur le désordre sans accepter de grands dégâts » (p.199-200). Et, reconnaissant tout ce que la révolution néolibérale a contribué à rappeler, ils notent accessoirement que « (...) l'homme bien informé, autonome, responsable de lui-même, est en général plus efficace et souvent plus épanoui que l'homme soumis et assisté. En

politique, ce sera le mérite de Mme Thatcher et du Président Reagan que de nous avoir rappelé cela » (p.209).

A travers ces deux trajectoires, l'ensemble des solidarités cachées qui unissent les univers sociaux en apparence les plus hétérogènes apparaissent comme l'un des fondements de la compétence et de l'action économiques, indissociables de l'accumulation de capital symbolique : amitiés de jeunesse liées à l'institution scolaire, appartenances communes à des organisations militantes ou économiques, insertion dans les cercles d'influence des fractions dirigeantes de la classe dominante sont autant de modalités successives de ces « liens » socialement structurés qui ne se réduisent pas à une droite reliant deux points.

Lorsque, en janvier 1994, Edouard Balladur nomme Michel Albert et Jean Boissonnat au Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, faisant d'eux des acteurs de premier plan de la stratégie volontariste qu'est l'Union économique et monétaire, il désigne deux *dirigeants d'entreprises* d'un genre particulier. D'origine populaire, liés à la technocratie centrale, ils ont bâti leur capital symbolique sur la compétence économique et celle-ci est indissociable d'un capital social étendu, qui les lie non seulement l'un à l'autre (ce qui ne peut que faciliter la cohésion de ce premier conseil), et à un réseau étendu d'agents occupant des positions dominantes dans différents espaces sociaux interdépendants - le monde politique, la haute administration, les médias audiovisuels, la presse écrite, l'édition et divers cercles mondains ou associatifs où ces champs s'interpénètrent. Ils sont, en ce sens, aptes à faire face à l'exposition médiatique que devra affronter la première Banque de France et à participer « en toute indépendance » à l'élaboration de la nouvelle politique monétaire dans un contexte d'ouverture

<sup>46</sup> Albert, Servan-Schreiber, 1970.

internationale et de construction européenne. Economistes « grand public », ils auront un rôle pédagogique alors que les Français semblent si souvent « réticents à la mondialisation ». Mais la brève analyse comparée de leurs deux parcours, à la fois similaires et distincts, à laquelle nous avons procédé, illustre plus largement à quel point la compétence économique dominante est, avant tout, une compétence sociale, et confirme tout le poids occupé désormais par le capital symbolique, notamment d'origine politico-médiatique, dans la reproduction de cette compétence.

## **Bibliographie**

Albert Michel, J.-J.Servan-Schreiber (1970), *Entre ciel et terre. Manifeste radical*, Paris, Denoël.  
 Albert Michel (1982), *Le pari français. Le nouveau plein-emploi*, Paris, Seuil.  
 Boissonnat Jean (1984), *Journal de crise (1973-1984)*, Paris, Jean-Claude Lattès.  
 Boissonnat Jean (dir.) (1994), *Le travail dans vingt ans*, Paris, Documentation française.  
 Boissonnat Jean (1997), *La Révolution de 1999. De l'Europe à l'euro. De l'euro à l'Europe*, Paris, Sand.  
 Boltanski Luc (1973), « L'espace positionnel. Multiplicité des positions et habitus de classe », *Revue française de sociologie*.  
 Bourdieu Pierre, Boltanski Luc (1976), « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2/3, p.4-76.  
 Bourdieu Pierre (1997b), « Le champ économique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 119, p. 48-65.  
 Cailleteau P., Grunspan T. (1998), *La politique monétaire à l'heure du marché mondial des capitaux*, Paris, Banque de France.  
 Coignard S., Guichard M.-T. (1997), *Les bonnes fréquentations. Histoire secrète des réseaux d'influence*, Paris, Grasset.  
 Dulong Delphine (1997), *Moderniser la politique. Aux origines de la Ve République*, Paris, L'Harmattan.  
 Duval Julien, Gaubert Christophe, Lebaron Frédéric, Marchetti Dominique, Pavis Fabienne (1998), *Le « décembre » des intellectuels français*, Paris, Liber/Raisons d'agir.

Duval Julien (2002), « Une réforme symbolique de la Sécurité sociale. Les médias et le « trou de la Sécu » », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 143, juin, p.53-67.  
 Lebaron Frédéric (2000), *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Le Seuil.  
 Powell Walter .W. and Smith-Doerr Laurel.S. (1994), « Networks and Economic Life », in N.J.Smelser, R.Swedberg (eds), 1994.  
 Remilleux J.-L. (1987), *Les Barristes*, Paris, Albin Michel.  
 Riutor Philippe (1997), « Au nom du nom ou comment investir son poste. Le cas des éditorialistes d'Europe 1 », *Scalpel*, 2-3, 79-105.  
 Rustenholz A., Treiner S. (1993), *La saga Servan-Schreiber*, t.2, « Le temps des initiales », Paris, Seuil.  
 Useem Michael (1984), *The Inner Circle : Large Corporations and the Rise of Business Political Activity*, New York, Oxford University Press.  
 White Harrison C. (1992), *Identity and Control : A Structural Theory of Social Action*, Princeton, Princeton University Press.